

El Salvador

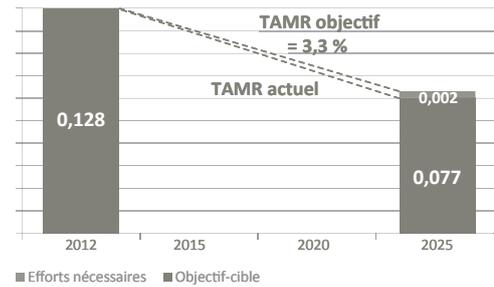
Date d'adhésion :
Septembre 2012

Faits marquants

- Mise en place d'un espace de dialogue entre le gouvernement et la Société civile afin de concevoir une vision nationale pour la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Un processus de territorialisation (décentralisation) du plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle a commencé, avec l'organisation des comités et des plans départementaux et municipaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle formulés et mis en œuvre. Les plans sont conformes aux diagnostics de la situation locale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sont en ligne avec les objectifs stratégiques du Plan national.
- En coordination avec le milieu universitaire et des ONG locales, un processus de renforcement des capacités a commencé au niveau départemental et municipal de Chalatenango afin de formuler et mettre en œuvre les plans.

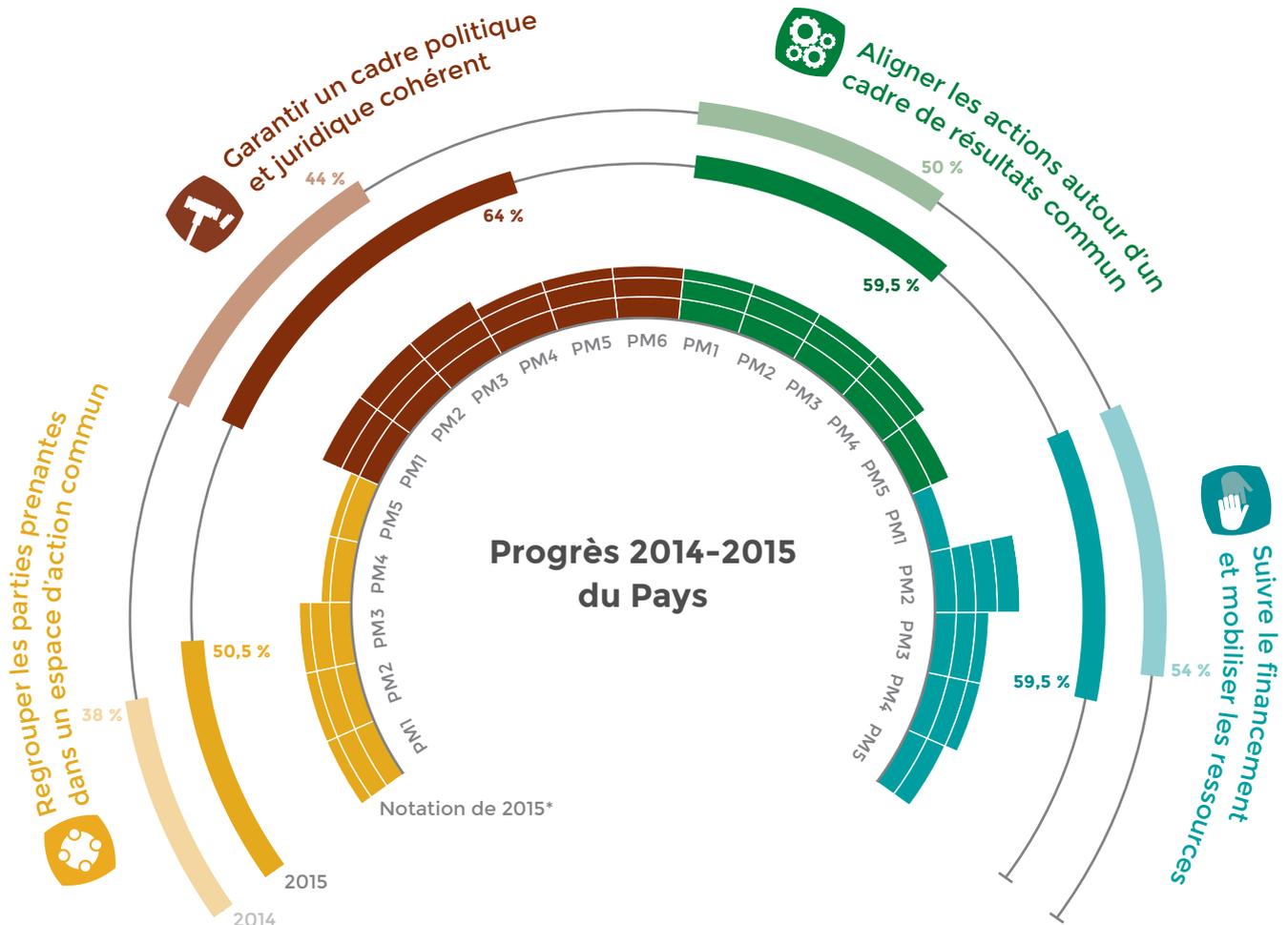
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 20,6 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 13,3 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	14,0 %
Faible poids à la naissance :	8,8 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	47,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	2,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	6,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	23,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN) est l'organisme responsable de la coordination des interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSN) et de la promotion de la coordination entre les secteurs et les institutions. Il est composé du ministère de la Santé, du ministère de l'Agriculture, du Secrétariat technique du Bureau du Président, du Secrétariat technique pour l'inclusion sociale et d'un Comité Technique Inter-institutionnel de 17 membres. Il a engagé le processus de création de conseils départementaux et municipaux de FSN. **La République d'El Salvador dispose également d'un groupe parlementaire engagé dans la lutte contre la faim.**

L'Alliance de la société civile pour la nutrition a été renforcée par la participation des organisations locales. Elle a été très active dans le lobbying et le plaidoyer pour la loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaire et d'autres lois contraignantes, comme la loi sur l'eau et la loi sur les repas scolaires.

Depuis septembre 2014, le CONASAN a facilité le dialogue entre 16 institutions gouvernementales et plus de 250 organisations de la Société civile, dans le but de générer une vision partagée, devant être incorporée dans la future loi sur la souveraineté, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Il est à espérer que le projet de loi pour la nutrition, la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire finisse par devenir le principal cadre de coordination intersectorielle des politiques et des plans décentralisés. La République d'El Salvador a fait des progrès dans la création d'un cadre juridique contribuant à la nutrition par les lois suivantes :

- le projet de loi sur les repas scolaires ;
- la loi sur la protection sociale et le développement global ;
- la loi sur la protection du consommateur ;
- la loi sur la protection globale de l'enfance

et l'adolescence ;

- la loi sur l'utilisation des terres et le développement ;
- la loi sur la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement ;
- la loi sur le verre de lait (Glass of milk Act).

Les actions de promotion et d'établissement des mécanismes de mise en œuvre de la loi sur l'allaitement maternel ont pour effet, **l'augmentation du pourcentage d'allaitement maternel comme la seule source de nourriture chez les nourrissons au cours des six premiers mois de vie de 31,4 % en 2008 à 47 % en 2014** (selon la dernière Enquête nationale sur la santé).

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le Plan stratégique 2014 - 2019 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui prévoit l'élimination de toutes les formes de malnutrition dans le pays sert de cadre commun de résultats de sécurité alimentaire et nutritionnelle en République d'El Salvador. Divers secteurs gouvernementaux ont participé à son élaboration et sa mise à jour récemment, ainsi que de nombreuses parties prenantes du milieu universitaire, des initiatives de coopération internationale, les ONG et les organisations de la société civile.

Avec l'objectif de faciliter la mise en œuvre du Plan départemental de sécurité alimentaire et nutritionnelle et des plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle municipaux, **Chalatenango est devenu le premier département du pays à définir un plan intersectoriel départemental de sécurité alimentaire et nutritionnelle en ligne avec les objectifs du**

Plan national et à mettre en place un comité. Cet engagement a conduit à la signature d'un accord de coopération entre les institutions de niveau national (CONASAN), départemental (CODESAN) et municipal (COMUSAN). Douze municipalités sont en processus de conformation des Comités de SAN et disposent des comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Compte tenu de la nécessité d'accélérer les progrès dans la mise en œuvre du Plan, le **CONASAN a lancé un programme décentralisé de renforcement des capacités fonctionnelles et des connaissances sur l'analyse et la gestion des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle**, en coordination avec les universités privées. De même, en coordination avec la FAO, **les fonctionnaires ont reçu une formation sur le droit à une alimentation adéquate.**

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Les agences des Nations Unies ont aligné leurs interventions aux objectifs du Plan stratégique 2014 - 2019 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers trois projets nationaux d'environ sept millions de dollars. Cette année, avec le soutien du

Secrétariat du Mouvement SUN, le CONASAN effectue le chiffrage du plan et l'estimation des écarts de financement. Ce chiffrage et cette estimation joueront un rôle essentiel dans la mobilisation des ressources.

Suivre le financement et mobiliser les ressources